

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vanessa Robidoux, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 3 août 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Beauharnois**

Opinion défavorable

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de Beauharnois** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, en raison de l'importance du problème soulevé dans la section "Fondement de l'opinion défavorable" de notre rapport, les états financiers ci-joints ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Beauharnois** au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion défavorable

Comme l'explique la note 26, la ville n'a pas consolidé les états financiers de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay (ci-après la Régie), parce qu'elle n'a pas été en mesure d'obtenir les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 de la Régie. Selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, la ville aurait dû consolider ce partenariat selon la méthode de la consolidation proportionnelle à un taux approximatif de 21 %. Si les comptes de la Régie avaient été consolidés, de nombreux éléments des états financiers ci-joints et plus particulièrement les postes d'actifs et de passifs, auraient été affectés de manière significative. Les incidences de la non-consolidation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion défavorable.

Autre point

Les états financiers de la **Ville de Beauharnois** pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par une autre auditrice qui a exprimé sur ces états financiers une opinion défavorable le 1er octobre 2020.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Beauharnois** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion défavorable n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 3 août 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	19 787 128	21 884 150	17 438 345
Compensations tenant lieu de taxes	2	577 394	629 664	595 280
Quotes-parts	3			
Transferts	4	902 293	2 236 205	3 363 110
Services rendus	5	864 712	860 458	1 025 734
Imposition de droits	6	632 825	1 102 225	1 488 543
Amendes et pénalités	7	185 000	161 780	173 203
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	165 000	41 468	670 737
Autres revenus	10	4 376 648	1 440 256	2 591 070
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	27 491 000	28 356 206	27 346 022
Charges				
Administration générale	14	4 383 429	4 332 182	3 843 040
Sécurité publique	15	4 914 945	4 865 411	4 666 743
Transport	16	3 038 997	5 291 560	5 016 635
Hygiène du milieu	17	4 831 728	6 175 435	5 713 342
Santé et bien-être	18	86 511	86 496	86 583
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 182 194	1 177 590	1 265 579
Loisirs et culture	20	3 635 551	3 608 239	4 036 997
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 663 800	1 405 150	1 430 432
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	23 737 155	26 942 063	26 059 351
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 753 845	1 414 143	1 286 671
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		61 000 885	59 714 214
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(974 199)	
Solde redressé	28		60 026 686	59 714 214
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		61 440 829	61 000 885

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	822 139	277 831
Débiteurs (note 5)	2	14 678 429	13 428 443
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	8 358 564	
	8	23 859 132	13 706 274
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 313 700	7 302 772
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 899 905	4 951 013
Revenus reportés (note 12)	12	675 013	330 573
Dette à long terme (note 13)	13	56 487 353	54 869 341
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15	190 000	190 000
	16	67 565 971	67 643 699
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(43 706 839)	(53 937 425)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	103 615 995	105 650 122
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	1 031 405	8 707 636
Stocks de fournitures	20	331 708	441 172
Autres actifs non financiers (note 18)	21	168 560	139 380
	22	105 147 668	114 938 310
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	61 440 829	61 000 885

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 753 845	1 414 143	1 286 671
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	3 902 384)	(5 893 671)
Produit de cession	3			5 300
Amortissement	4		4 830 529	4 543 163
(Gain) perte sur cession	5			42 113
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		928 145	(1 303 095)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		7 676 231	259 368
Variation des stocks de fournitures	10		109 464	41 478
Variation des autres actifs non financiers	11		(29 180)	(42 793)
	12		7 756 515	258 053
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		131 783	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	3 753 845	10 230 586	241 629
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(53 937 425)	(54 179 054)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(53 937 425)	(54 179 054)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(43 706 839)	(53 937 425)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 414 143	1 286 671
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	4 830 529	4 543 163
Autres			
▪ Perte (Gain) / cession immos	3		42 113
▪	4		
	5	6 244 672	5 871 947
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 249 986)	404 759
Autres actifs financiers	7	(8 358 564)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 948 892	1 269 911
Revenus reportés	9	344 440	43 774
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	7 676 231	259 368
Stocks de fournitures	12	109 464	41 478
Autres actifs non financiers	13	(29 180)	(42 793)
	14	6 685 969	7 848 444
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 902 384)	(5 893 671)
Produit de cession	16		5 300
	17	(3 902 384)	(5 888 371)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	9 671 200	7 710 010
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 110 628)	(3 339 095)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 989 072)	(6 707 011)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	57 440	111 128
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(2 371 060)	(2 224 968)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	412 525	(264 895)
Solde déjà établi	31	277 831	542 726
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32	131 783	
Solde redressé	33	409 614	542 726
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	822 139	277 831

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beauharnois a été constituée le 1er janvier 2002 suite au décret 1479-2001 daté du 12 décembre 2001 en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements. Cette ville est issue du regroupement des trois municipalités suivantes:

Ville de Beauharnois
Ville de Maple Grove
Village de Melocheville

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La ville participe au partenariat représenté par la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives et récréatives Beauharnois-Châteauguay dans une proportion approximative de 21 %. Toutefois, tel que mentionné à la note 26, les opérations financières de la régie n'ont pas été consolidées dans les états financiers de la ville.

De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Assainissement des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015: 190 000 \$: amorti sur une période de 9 ans, soit: 30 000 \$ par année de 2016 à 2020 et 10 000 \$ de 2021 à 2024;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	822 139	368 387
Découvert bancaire	2 (	)	( 90 556)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	822 139	277 831
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	822 139	322 720
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 867 200	879 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	4 475 481	797 785
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 883 330	3 934 105
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 142 032	1 168 563
Organismes municipaux	15	139 558	119 771
Autres			
▪ Amendes, pénalités et autres	16	4 038 028	7 408 219
▪	17		
	18	14 678 429	13 428 443
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 996 942	3 434 248
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 996 942	3 434 248
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	11 238	10 696

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	315 123	289 519
Autres régimes (REER et autres)	41	148 699	172 436
Régimes de retraite des élus municipaux	42	28 754	31 619
	43	492 576	493 574

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	8 358 564	
Autres	45		
	46	8 358 564	

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville dispose de marges de crédit dont les montants autorisés s'élèvent à 12 046 870 \$, au taux préférentiel, pour ses activités de fonctionnement dont 1 898 316 \$ est utilisé au 31 décembre 2020. De plus, elle dispose de marges de crédit pour ses activités d'investissement dont les montants autorisés totalisent 16 103 226 \$, à différents taux de base ajustés dont 1 415 384 \$ est utilisé au 31 décembre 2020. Ces marges de crédit sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	2 704 567	2 253 388
Salaires et avantages sociaux	48	1 077 586	944 281
Dépôts et retenues de garantie	49	2 163 512	865 049
Provision pour contestations d'évaluation	50	513 201	
Autres			
▪ Intérêts courus	51	305 720	307 140
▪ Organismes municipaux	52	135 319	581 155
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	6 899 905	4 951 013

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	222 305	221 085
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	450 348	108 865
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avances	67	2 360	623
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	675 013	330 573

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,60	2021	2042	72	56 689 000	55 127 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		1 128
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	56 689 000	55 128 428
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(201 647)	(259 087)
					82	56 487 353	54 869 341

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	3 254 000			3 254 000
2022	84	2 995 100			2 995 100
2023	85	3 071 900			3 071 900
2024	86	3 121 700			3 121 700
2025	87	3 192 100			3 192 100
2026 et plus	88	41 054 200			41 054 200
	89	56 689 000			56 689 000
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	56 689 000			56 689 000

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	190 000	190 000
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	190 000	190 000

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(43 706 839)	(53 937 425)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	()	()
Autres	101	()	()
	102	(43 706 839)	(53 937 425)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	23 906 180	123 336		24 029 516
Eaux usées	104	27 965 016	4 628 730		32 593 746
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	53 319 308	497 300	930 925	52 885 683
Autres					
▪	106	10 079 308	257 554	298 272	10 038 590
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	23 702 622	1 059 620	118 024	24 644 218
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	6 012 519	6 174	565 209	5 453 484
Ameublement et équipement de bureau	112	1 389 635	207 556	712 250	884 941
Machinerie, outillage et équipement divers	113	4 032 533	296 646	1 604 606	2 724 573
Terrains	114	2 498 497			2 498 497
Autres	115				
	116	152 905 618	7 076 916	4 229 286	155 753 248
Immobilisations en cours	117	15 702 283	(3 174 532)		12 527 751
	118	168 607 901	3 902 384	4 229 286	168 280 999
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	7 080 686	587 069		7 667 755
Eaux usées	120	13 539 449	804 184		14 343 633
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	19 928 766	1 675 696	930 925	20 673 537
Autres					
▪	122	4 584 904	348 448	358 323	4 575 029
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	11 372 981	936 659	118 024	12 191 616
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	3 635 578	216 033	565 219	3 286 392
Ameublement et équipement de bureau	128	1 175 922	94 875	712 250	558 547
Machinerie, outillage et équipement divers	129	1 639 493	167 565	438 563	1 368 495
Autres	130				
	131	62 957 779	4 830 529	3 123 304	64 665 004
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	105 650 122			103 615 995
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	9 389 969	8 707 636
Autres	138		
	139	9 389 969	8 707 636
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	8 358 564	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	1 031 405	8 707 636

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	142	168 560	139 380
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	168 560	139 380

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 2 206 954 \$ relativement à la collecte et transport des déchets, à l'entretien des logiciels informatiques, des bureaux, des patinoires et de l'aréna et à la location de conteneurs, d'équipements et autres. Les versements estimatifs relativement à ces engagements se répartissent comme suit:

2021	1 297 051 \$
2022	586 419 \$
2023	267 570 \$
2024	56 914 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention des infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada ce sont engagés à verser une somme maximale de 12 761 668 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également réaliser des investissements 6 800 803 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 696 730 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et le solde de 12 064 938 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 377 480 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2021	64 490 \$
2022	40 369 \$
2023	37 215 \$
2024	34 254 \$
2025	31 716 \$
2026 et suivante	169 435 \$

Contrats de location

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2021 et 2032 et prévoient les revenus suivants:

2021	90 950 \$
2022	79 253 \$
2023	51 623 \$
2024	46 164 \$
2025	42 401 \$
2026 et suivantes	145 299 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La ville et un autre organisme sont poursuivis solidairement suite à des appels de proposition pour un montant de 8 601 225 \$. Elle est également poursuivie pour des dommages subis dans le cadre de l'application du schéma d'aménagement. La somme réclamée à la Ville de Beauharnois est de 18 544 806 \$.

De plus, diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 870 106 \$ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Beauharnois. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la ville contestant le bien-fondé de la majorité de ces réclamations. Les administrateurs de la ville

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 354 896 \$ a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, suite à la nomination de nouveaux membres au conseil d'administration, l'organisme "La Corporation de développement en rives de Beauharnois" n'est plus contrôlé par la Ville de Beauharnois. Suite à ce changement de statut, l'organisme ne répond plus aux critères de consolidation liés au contrôle.

Conformément aux normes comptables pour le secteur public, la consolidation doit alors cesser sans qu'il ait retraitement des chiffres correspondants des exercices précédents. Ainsi, les soldes d'ouverture de l'exercice courant de l'Excédent accumulé et de la Trésorerie et équivalents de trésorerie ont été ajustés respectivement de (974 199 \$) et 131 783 \$. Les chiffres correspondants des exercices précédents, soit la situation financière et les résultats, ne sont pas ajustés, tel que prévu par la norme.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Consolidation de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay

La ville n'a pas consolidé les états financiers de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay, parce qu'elle n'a pas été en mesure d'obtenir les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 de la Régie. La consolidation proportionnelle aurait été effectuée à un taux approximatif de 21 %.

27. Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers :

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Le télétravail a été favorisé, l'accès aux bureaux de la ville étant limité et même fermé durant certaines périodes de l'année. Tous les employés sont demeurés en poste.

La ville n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 en lien avec la pandémie. Certaines charges de fonctionnement dont les salaires et avantages sociaux et les services professionnels ont été réduites suite au report de certains projets et le ralentissement des activités dû à la pandémie.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une subvention de 951 402 \$ a été reçue du gouvernement en lien à la COVID-19 et des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière viendront combler un manque à gagner lié aux revenus de location de l'aréna et la diminution des revenus d'intérêts.

28. Données comparatives

De plus, à des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent et du budget adopté par le conseil municipal ont été reclassées ou modifiées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	19 787 128	21 884 150		21 884 150	17 438 345
Compensations tenant lieu de taxes	2	577 394	629 664		629 664	595 280
Quotes-parts	3					
Transferts	4	902 293	1 564 974		1 564 974	489 580
Services rendus	5	864 712	860 458		860 458	1 025 734
Imposition de droits	6	632 825	1 102 225		1 102 225	1 488 543
Amendes et pénalités	7	185 000	161 780		161 780	173 203
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	165 000	41 468		41 468	670 737
Autres revenus	10	4 376 648	658 425		658 425	1 797 804
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	27 491 000	26 903 144		26 903 144	23 679 226
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		671 231		671 231	2 873 530
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		792 506		792 506	754 033
Autres	18		(10 675)		(10 675)	39 233
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		1 453 062		1 453 062	3 666 796
	21	27 491 000	28 356 206		28 356 206	27 346 022
Charges						
Administration générale	22	4 383 429	4 138 793	193 389	4 332 182	3 843 040
Sécurité publique	23	4 914 945	4 746 777	118 634	4 865 411	4 666 743
Transport	24	3 038 997	3 216 874	2 074 686	5 291 560	5 016 635
Hygiène du milieu	25	4 831 728	4 685 940	1 489 495	6 175 435	5 713 342
Santé et bien-être	26	86 511	86 496		86 496	86 583
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 182 194	1 150 116	27 474	1 177 590	1 265 579
Loisirs et culture	28	3 635 551	2 681 388	926 851	3 608 239	4 036 997
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 663 800	1 405 150		1 405 150	1 430 432
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		4 830 529	(4 830 529)		
	33	23 737 155	26 942 063		26 942 063	26 059 351
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 753 845	1 414 143		1 414 143	1 286 671

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 753 845	1 414 143	1 286 671
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 1 453 062)	(3 666 796)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 753 845	(38 919)	(2 380 125)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		4 830 529	4 543 163
Produit de cession	5			5 300
(Gain) perte sur cession	6			42 113
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		4 830 529	4 590 576
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		317 667	259 368
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		317 667	259 368
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		1 419 965	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 123 427)	(2 339 922)	(2 059 981)
	18	(3 123 427)	(919 957)	(2 059 981)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 1 083 413)	(77 288)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			138 624
Excédent de fonctionnement affecté	21		422 443	183 058
Réserves financières et fonds réservés	22	(600 418)	(533 560)	(635 128)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(30 000)	73 365	55 751
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(630 418)	(1 121 165)	(334 983)
	26	(3 753 845)	3 107 074	2 454 980
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 068 155	74 855

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 453 062	3 666 796
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	16 780)	(37 833)
Sécurité publique	3 (	65 763)	(12 276)
Transport	4 (	940 116)	(1 800 901)
Hygiène du milieu	5 (	1 825 651)	(3 602 647)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 955)	(165 398)
Loisirs et culture	8 (	1 049 119)	(274 616)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	3 902 384)	(5 893 671)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	1 000 000)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 917 835	5 819 800
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 083 413	77 288
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	145 908	246 447
	18	1 229 321	323 735
	19	(755 228)	249 864
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	697 834	3 916 660

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	7 861 255	6 910 355	6 987 205
Charges sociales	2	1 999 402	1 648 847	1 676 807
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	3 655 552	3 662 533	4 717 530
Autres biens et services	6	5 616 455	5 416 884	4 906 866
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 502 800	1 267 019	1 174 737
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		84 513	86 471
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	161 000	53 618	169 224
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 513 045	2 622 686	1 436 339
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	364 088	63 609	261 302
Amortissement des immobilisations	17		4 830 529	4 543 163
Autres				
▪ Mauvaises créances et autres	18	63 558	381 470	99 707
▪	19			
▪	20			
	21	23 737 155	26 942 063	26 059 351

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(5 996 321)	(9 220 596)
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 284 624	7 707 067
Réserves financières et fonds réservés	3	1 987 535	807 853
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 460 321)	(70 377)
Financement des investissements en cours	5	(1 220 847)	(1 102 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	60 846 159	62 879 252
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	61 440 829	61 000 885

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(5 996 321)	(9 220 596)
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	(5 996 321)	(9 220 596)

Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Terrains industriels	12	7 284 624	7 707 067
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	7 284 624	7 707 067
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	7 284 624	7 707 067

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	920 275
Organismes contrôlés et partenariats	38	532 623
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	1 047 287
Organismes contrôlés et partenariats	40	255 257
Montant non réservé		
Administration municipale	41	19 973
Organismes contrôlés et partenariats	42	19 973
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	1 987 535
	48	807 853
	48	1 987 535
		807 853

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite 49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 51 () ()

Autres 52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement 55 () ()

Assainissement des sites contaminés 56 (40 000) (70 000)

Appariement fiscal pour revenus de transfert 57 () ()

Autres

▪ 58 () ()

▪ 59 () ()

60 (40 000) (70 000)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux 61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme 62 (356) (377)

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 63 () ()

Utilisation du fonds de roulement 64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 () ()

Autres

▪ 66 () ()

▪ 67 () ()

68 (356) (377)

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme 70 (112 288) (215 674)

Dette à long terme liée au FLI et au FLS 71 () ()

Autres

▪ Emprunt pour déficit antérieur 72 (1 419 965) ()

▪ 73 () ()

74 (1 532 253) (215 674)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement 75 112 288 215 674

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement 76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de 77

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement 78

liés à des emprunts de fonctionnement

Autres 79

80 112 288 215 674

81 (1 460 321) (70 377)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 921 209	2 853 892
Investissements à financer	83 (3 142 056)	3 956 206)
	84 (1 220 847)	(1 102 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 103 615 995	105 650 122
Propriétés destinées à la revente	86 9 389 969	8 707 636
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 113 005 964	114 357 758
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 113 005 964	114 357 758
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (56 487 353)	54 869 341)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (201 647)	259 087)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 996 942	3 434 248
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 532 253	215 674
	98 (52 159 805)	51 478 506)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (52 159 805)	51 478 506)
	101 60 846 159	62 879 252

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()	()
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime complémentaire de retraite pour les employés syndiqués de la ville est un régime à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux correspondant à 7,5 % du salaire brut versé à l'employé. L'employeur s'engage à injecter jusqu'à concurrence de 8 %, soit 7,5 % dans le fonds de pension RRFs-FTQ et 0,5 % dans Bâtirente si l'employé syndiqué augmente sa participation à un pourcentage équivalent ou supplémentaire. Toute participation supplémentaire à 7,5 % sera versée dans le REER collectif des employés (Bâtirente).

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108	315 123	289 519
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Autres régimes 110		
111	315 123	289 519

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 2

Description des régimes et autres renseignements

Des employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite individuel où l'employeur contribue à un taux de 7,5 % de leur salaire annuel brut de l'année en cours et l'employeur peut hausser sa contribution jusqu'à 8 % si l'employé injecte dans son REER un pourcentage équivalent.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 113		
Régime de retraite simplifié 114		
REER 115	148 699	172 436
Autres régimes 116		
117	148 699	172 436

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 118	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	6 847	7 717
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	23 073	26 008
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	5 681	5 611
	122	28 754	31 619
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 906 092	17 148 206	13 009 352
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	289 297	289 297	294 528
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 195 389	17 437 503	13 303 880
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 687 799	1 748 289	1 534 338
Égout	11	1 361 538	1 334 158	1 318 956
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 264 808	1 271 997	1 195 520
Autres				
▪ Bacs, tarif bacs et sacs	14	211 594	25 331	18 304
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	66 000	66 872	67 347
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 591 739	4 446 647	4 134 465
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 591 739	4 446 647	4 134 465
	27	19 787 128	21 884 150	17 438 345

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	21 014	20 160	10 650
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	21 014	20 160	10 650
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	106 780	120 144	115 627
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	281 702	322 419	317 895
	36	388 482	442 563	433 522
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	409 496	462 723	444 172
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	167 898	166 941	151 108
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	167 898	166 941	151 108
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	577 394	629 664	595 280

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	85 000	10 359
Enlèvement de la neige	59		16 063
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	59 617	25 979
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	19 599	32 378
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	70 483	58 772
Matières recyclables			64 891
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84		512	649
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	402 884	6 491	18 068
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	81 014	91 559	74 918
Autres	89	10 500	3 018	4 220
Réseau d'électricité	90			
	91	649 881	249 927	237 166

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	10 000	55 229
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109	661 231	2 817 801
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		(2 000)
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		2 500
Réseau d'électricité	129		
	130	671 231	2 873 530

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	252 412	253 315	252 414
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138		110 330	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		951 402	
	141	252 412	1 315 047	252 414
TOTAL DES TRANSFERTS	142	902 293	2 236 205	3 363 110

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	143		
Évaluation	144		
Autres	145		
	146		
Sécurité publique			
Police	147		
Sécurité incendie	148	23 880	63 999
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	23 880	63 999
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
	169		
	170		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		1 320
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		1 320
Réseau d'électricité	183		
	184	23 880	65 319

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	216 519	317 446	231 539
	188	216 519	317 446	231 539
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	55 000	27 256	28 196
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	55 000	27 256	28 196
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	66 668	114 308	144 958
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	66 668	114 308	144 958
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209	80 850	87 422	79 111
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212		13 761	13 141
	213	80 850	101 183	92 252

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	440 300	274 017	456 438
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	5 375	2 368	7 032
Autres	225			
	226	445 675	276 385	463 470
Réseau d'électricité				
	227			
	228	864 712	836 578	960 415
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	864 712	860 458	1 025 734

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	57 000	83 570	59 856
Droits de mutation immobilière	231	575 000	1 017 815	1 427 771
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233	825	840	916
	234	632 825	1 102 225	1 488 543
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	185 000	161 780	173 203
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	165 000	41 468	670 737
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			(42 113)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	4 364 148	525 002	1 626 580
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		792 506	754 033
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	12 500	122 748	252 570
	247	4 376 648	1 440 256	2 591 070
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	491 398	461 184	2 556	463 740	353 321
Greffe et application de la loi	2	773 555	705 437	8 287	713 724	680 817
Gestion financière et administrative	3	1 803 069	1 470 722	182 088	1 652 810	1 556 222
Évaluation	4	153 549	153 885		153 885	154 069
Gestion du personnel	5	410 653	311 655	458	312 113	358 062
Autres						
▪ Général et SAAQ	6	751 205	1 035 910		1 035 910	740 549
▪	7					
	8	4 383 429	4 138 793	193 389	4 332 182	3 843 040
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 616 517	3 638 632		3 638 632	3 527 153
Sécurité incendie	10	1 214 914	1 031 734	117 842	1 149 576	1 051 137
Sécurité civile	11	4 571	4 571		4 571	4 572
Autres	12	78 943	71 840	792	72 632	83 881
	13	4 914 945	4 746 777	118 634	4 865 411	4 666 743
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 872 685	2 225 786	1 905 478	4 131 264	3 816 287
Enlèvement de la neige	15	498 298	365 136	20 368	385 504	423 617
Éclairage des rues	16	194 186	162 665	123 997	286 662	296 059
Circulation et stationnement	17	65 995	57 730	24 348	82 078	85 382
Transport collectif						
Transport en commun	18	407 833	405 557	495	406 052	395 290
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 038 997	3 216 874	2 074 686	5 291 560	5 016 635

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 252 645	1 052 499	330 479	1 382 978	1 318 456
Réseau de distribution de l'eau potable	24	477 640	763 554	214 638	978 192	546 411
Traitement des eaux usées	25	948 902	716 595	473 730	1 190 325	1 145 159
Réseaux d'égout	26	397 074	392 268	451 660	843 928	867 552
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	223 579	218 665	12 960	231 625	254 967
Élimination	28	220 451	245 348		245 348	292 650
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	358 456	348 962	168	349 130	339 594
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	358 480	373 093		373 093	475 896
Traitement	32					
Matériaux secs	33	404 284	372 663	1 796	374 459	334 456
Autres						
Plan de gestion	35	54 317	54 317		54 317	52 138
Autres	36					
Cours d'eau	37	12 713	12 713		12 713	14 083
Protection de l'environnement	38	121 039	133 115	4 064	137 179	69 627
Autres	39	2 148	2 148		2 148	2 353
	40	4 831 728	4 685 940	1 489 495	6 175 435	5 713 342
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	86 511	86 496		86 496	86 583
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	86 511	86 496		86 496	86 583

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	625 833	515 793	27 474	543 267	549 346
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	553 346	313 640		313 640	450 865
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	3 015	320 683		320 683	265 368
	52	1 182 194	1 150 116	27 474	1 177 590	1 265 579
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	731 379	399 654	284 736	684 390	820 059
Patinoires intérieures et extérieures	54	662 142	548 316	157 011	705 327	729 694
Piscines, plages et ports de plaisance	55	475 515	473 199	7 544	480 743	613 896
Parcs et terrains de jeux	56	768 321	553 649	175 463	729 112	749 820
Parcs régionaux	57	52 736	62 438		62 438	53 284
Expositions et foires	58					
Autres	59	36 942	(166 968)		(166 968)	18 303
	60	2 727 035	1 870 288	624 754	2 495 042	2 985 056
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	654 615	536 293	289 886	826 179	808 528
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	220 140	234 835	12 211	247 046	203 691
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	33 761	39 972		39 972	39 722
	66	908 516	811 100	302 097	1 113 197	1 051 941
	67	3 635 551	2 681 388	926 851	3 608 239	4 036 997

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	69	1 342 924	1 221 671		1 221 671	1 139 034
	Autres frais	70	159 876	129 861		129 861	122 174
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	71					
	Autres	72	161 000	53 618		53 618	169 224
		73	1 663 800	1 405 150		1 405 150	1 430 432
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		4 830 529 (	4 830 529)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	293 403	294 447
Usines de traitement de l'eau potable	2	42 886	
Usines et bassins d'épuration	3	1 003 495	1 949 746
Conduites d'égout	4	412 300	1 549 844
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	522 613	1 378 886
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	38 435	302 257
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	15 730	154 310
Autres infrastructures	11	2 142	72 372
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 566	
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 017 679	9 723
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	458 809	23 166
Ameublement et équipement de bureau	18	43 457	40 267
Machinerie, outillage et équipement divers	19	49 869	118 653
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 902 384	5 893 671

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	170 067	1 293
Usines de traitement de l'eau potable	24	42 886	
Usines et bassins d'épuration	25	1 003 495	1 949 746
Conduites d'égout	26	8 286	335 600
Autres infrastructures	27	127 174	401 924
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	123 336	293 154
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	404 014	1 214 244
Autres infrastructures	32	451 746	1 505 901
Autres immobilisations	33	1 571 380	191 809
	34	3 902 384	5 893 671

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	255 257		(792 030)	1 047 287
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 790 544		1 009 678	4 780 866
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	45 648 379	4 337 800	2 122 274	47 863 905
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	51 694 180	4 337 800	2 339 922	53 692 058
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 434 248		437 306	2 996 942
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 434 248		437 306	2 996 942
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 434 248		437 306	2 996 942
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 434 248		437 306	2 996 942
	19	55 128 428	4 337 800	2 777 228	56 689 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	55 128 428	4 337 800	2 777 228	56 689 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	56 689 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 142 056
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 047 287
Débiteurs	9	2 996 942
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 446 126
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	54 340 701
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	54 340 701
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	702 282
Communauté métropolitaine	19	68 439
Autres organismes	20	1 033 000
Endettement total net à long terme	21	56 144 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	56 144 422
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	9 630	9 630	9 348
Évaluation	2	151 449	151 449	152 300
Autres	3	143 367	143 361	135 956
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	15 760	15 760	15 798
Sécurité civile	6	4 571	4 571	4 572
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	403 064	394 064	387 257
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 010 781	1 038 992	52 138
Cours d'eau	13	12 713	12 713	14 083
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	2 148	2 148	2 353
Santé et bien-être				
Logement social	16	86 511	86 496	86 583
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	72 366	72 366	72 122
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	145 334	145 333	142 879
Autres	21	3 015	3 015	6 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	418 575	509 027	321 829
Activités culturelles	23	33 761	33 761	33 121
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 513 045	2 622 686	1 436 339

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		37 329
Charges sociales	2		11 343
Biens et services	3	3 811 510	5 716 716
Frais de financement	4	90 874	128 283
Autres	5		
	6	3 902 384	5 893 671

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,00	34,78	34 884,50	1 871 172	462 145	2 333 317
Professionnels	2						
Cols blancs	3	72,00	34,32	56 566,08	1 660 881	399 138	2 060 019
Cols bleus	4	55,00	40,00	87 079,35	2 795 360	612 842	3 408 202
Policiers	5						
Pompiers	6	35,00	6,60	11 949,50	382 132	67 314	449 446
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	185,00		190 479,43	6 709 545	1 541 439	8 250 984
Élus	9	7,00			200 810	107 408	308 218
	10	192,00			6 910 355	1 648 847	8 559 202

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	59 617				59 617
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	19 599	661 231			680 830
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 173 671	10 000		312 087	1 495 758
	17	1 252 887	671 231		312 087	2 236 205

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	71 576	196 999
	4	71 576	196 999
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	16 141	18 894
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	16 141	18 894
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	284 551	248 731
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	284 551	248 731
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	96 762	103 213
Réseau de distribution de l'eau potable	17	10 208	9 146
Traitement des eaux usées	18	115 569	82
Réseaux d'égout	19	6 135	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	228 674	112 441
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	788	1 061
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	600 167	710 553
Autres	34		
	35	600 955	711 614
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	115 511	50 431
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	87 742	91 322
Autres	38		
	39	203 253	141 753
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 405 150	1 430 432

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Richard Dubud	Conseiller	16 645	8 323		
Roxanne Poissant	Conseiller	16 645	8 323		
Jocelyne Rajotte	Conseiller	16 645	8 323		
Alain Savard	Conseiller	16 645	8 323		
Linda Toulouse	Conseiller	16 645	8 323		
Bruno Tremblay	Maire	60 981	17 044	23 159	20 535
Guillaume Lévesque-Sauvé	Conseiller	409	205		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 2 000 000 | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ |

- | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | |
|--|----|--|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2019-11-402
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-11-12
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la **Ville de Beauharnois**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Beauharnois** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 3 août 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	17 707 225
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	40 494
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	17 747 719

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 737 644
Égout	11	1 530 514
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	476 955
Autres		
▪ Collecte sélective	14	581 964
▪ Matière organique	15	379 088
▪ Bacs	16	22 370
Centres d'urgence 9-1-1	17	66 000
Service de la dette	18	294 745
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 089 280
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	5 089 280
	27	22 836 999

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	20 157
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	20 157

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	132 049
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	335 738
	9	467 787

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	487 944

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	166 115
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	166 115

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	654 059

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 115 131 580 x	0,8129 /100 \$	9 064 902				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	92 503 464 x	0,8630 /100 \$	798 261				
Immeubles non résidentiels	4	158 900 489 x	1,7071 /100 \$	2 712 619				
Immeubles industriels	5	178 102 500 x	1,8697 /100 \$	3 329 984				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	55 310 110 x	1,6258 /100 \$	899 247				
Immeubles agricoles	8	114 132 200 x	0,8129 /100 \$	927 781				
Total	9			17 732 794	(25 569)	()		17 707 225
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>232,50 \$</u>
Égout	2 <u>210,50 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>223,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Eau potable au compteur	0,5500	7 - autres (préciser)	0-217 mètre cube
Eau potable au compteur	0,6000	7 - autres (préciser)	217-5000 mètre cube
Eau potable au compteur	0,6500	7 - autres (préciser)	5000-10000 mètre cube
Eau potable au compteur	0,7000	7 - autres (préciser)	10000-20000 mètre cube
Eau potable au compteur	0,7500	7 - autres (préciser)	20000-100000 mètre cube
Eau potable au compteur	0,8500	7 - autres (préciser)	+100 000 mètre cube

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 712 619	3 329 984		920 742	798 261	927 781
De secteur	2	5 725	1 499		3 336	1 785	1 347
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	174 620			109 813		
Autres	5	289 338	85 168			405 453	10 227
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 182 302	3 416 651		1 033 891	1 205 499	939 355

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	9 017 838			17 707 225
De secteur	2	26 802			40 494
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	10 312			294 745
Autres	5	3 938 349			4 728 535
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	12 993 301			22 770 999

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	680 498	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-08	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	25 344 375	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	3 240 800	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 477 908	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31		\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Vanessa Robidoux, atteste que le rapport financier de Ville de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 août 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Beauharnois.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Beauharnois consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Beauharnois détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-08-17 09:09:32

Date de transmission au Ministère : 2021-08-18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	27 491 000	26 903 144	23 679 226
Investissement	2		1 453 062	3 666 796
	3	27 491 000	28 356 206	27 346 022
Charges	4	23 737 155	26 942 063	26 059 351
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 753 845	1 414 143	1 286 671
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 453 062)	(3 666 796)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 753 845	(38 919)	(2 380 125)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		4 830 529	4 543 163
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		1 419 965	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 123 427)	(2 339 922)	(2 059 981)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 1 083 413)	(77 288)
Excédent (déficit) accumulé	12	(630 418)	(37 752)	(257 695)
Autres éléments de conciliation	13		317 667	306 781
	14	(3 753 845)	3 107 074	2 454 980
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		3 068 155	74 855

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	822 139	277 831
Débiteurs	2	14 678 429	13 428 443
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	8 358 564	
	5	23 859 132	13 706 274
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	56 487 353	54 869 341
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	11 078 618	12 774 358
	10	67 565 971	67 643 699
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(43 706 839)	(53 937 425)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	103 615 995	105 650 122
Autres	13	1 531 673	9 288 188
	14	105 147 668	114 938 310
Excédent (déficit) accumulé	15	61 440 829	61 000 885

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	(5 996 321)	(9 220 596)
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Terrains industriels	17	7 284 624	7 707 067
▪	18		
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	7 284 624	7 707 067
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 987 535	807 853
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(1 460 321)	(70 377)
Financement des investissements en cours	30	(1 220 847)	(1 102 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	60 846 159	62 879 252
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	61 440 829	61 000 885

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	54 340 701
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	56 144 422

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 047 287	255 257
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	47 863 905	45 648 379
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 780 866	5 790 544
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	2 996 942	3 434 248
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	56 689 000	55 128 428

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	19 787 128	21 884 150	17 438 345
Compensations tenant lieu de taxes	12	577 394	629 664	595 280
Quotes-parts	13			
Transferts	14	902 293	1 564 974	489 580
Services rendus	15	864 712	860 458	1 025 734
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	817 825	1 264 005	1 661 746
Autres	17	4 541 648	699 893	2 468 541
	18	27 491 000	26 903 144	23 679 226
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		671 231	2 873 530
Autres	22		781 831	793 266
	23		1 453 062	3 666 796
	24	27 491 000	28 356 206	27 346 022

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020	Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	4 383 429	4 138 793	193 389	4 332 182	3 843 040
Sécurité publique						
Police	2	3 616 517	3 638 632		3 638 632	3 527 153
Sécurité incendie	3	1 214 914	1 031 734	117 842	1 149 576	1 051 137
Autres	4	83 514	76 411	792	77 203	88 453
Transport						
Réseau routier	5	2 631 164	2 811 317	2 074 191	4 885 508	4 621 345
Transport collectif	6	407 833	405 557	495	406 052	395 290
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 076 261	2 924 916	1 470 507	4 395 423	3 877 578
Matières résiduelles	9	1 619 567	1 613 048	14 924	1 627 972	1 749 701
Autres	10	135 900	147 976	4 064	152 040	86 063
Santé et bien-être	11	86 511	86 496		86 496	86 583
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	625 833	515 793	27 474	543 267	549 346
Promotion et développement économique	13	553 346	313 640		313 640	450 865
Autres	14	3 015	320 683		320 683	265 368
Loisirs et culture	15	3 635 551	2 681 388	926 851	3 608 239	4 036 997
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 663 800	1 405 150		1 405 150	1 430 432
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	23 737 155	22 111 534	4 830 529	26 942 063	26 059 351
Amortissement des immobilisations	20		4 830 529	(4 830 529)		
	21	23 737 155	26 942 063		26 942 063	26 059 351

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 453 062	3 666 796
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	3 902 384)	(5 893 671)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 000 000)	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 917 835	5 819 800
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 083 413	77 288
Excédent accumulé	6	145 908	246 447
	7	(755 228)	249 864
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	697 834	3 916 660

Extrait du rapport financier, page S18